Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)

HARIS SEPTEMBRE 2026

N°22

Editée par le Laboratoire d'Histoire des Relations Internationales, des Études Stratégiques et Politiques (LAHRIESPO)

Université Alassane OUATTARA

e.ISSN 2709-5053 i.ISSN 3106-4914

Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques (HARIS)

N° 022 Septembre 2026

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

e.ISSN 2709-5053 **i.ISSN 3106-4914**

Indexations internationales

https://reseau-mirabel.info/revue/19498/Haris

Scientific Journal Impact Factor

TOGETHER WE REACH THE GOAL

https://sjifactor.com/passport.php?id=23388

auréHAL
accès aux données de référence de HAL

https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/224412

Administration de la Revue

Directeur Scientifique : Professeur M'BRA EKANZA Simon-Pierre (Professeur Emérite du CAMES, Université Félix Houphouët-Boigny)

Directeur de Publication : CAMARA Moritié (Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Directeur de Rédaction : KOUAKOU N'DRI Laurent (Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Coordonnateur de Publication : SILUE Nahoua Karim (Maitre de Conférences d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Trésorière : YAO Elisabeth (Maître-assistante en Histoire économique, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Chargés de diffusion : KEWO Zana (Maitre-Assistant d'Histoire des Relations Internationales, Université Péleforo Gon Coulibaly, Côte d'Ivoire),

KPALE Boris Claver (Maitre-Assistant d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Webmaster : Kouakou Kouadio Sanguen (Assistant Département de Mathématique et Informatique, Université Alassane OUATTARA)

Éditeur : Laboratoire d'Histoire des Relations Internationales, des Études Stratégiques et Politiques (LAHRIESPO), Université Alassane OUATTARA)

Website : http://www.revue-haris.org
Courriels : cerriuao01@gmail.com / asriesa2012@gmail.com

Comité Scientifique

-**M'BRA EKANZA Simon-Pierre**, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-**KOULIBALY Mamadou**, Professeur agrégé d'Economie, (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-**Abdoulaye BATHILY**, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-**Jean-Noël LOUCOU,** Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-**KOUI Théophile**, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-**Francis AKINDES,** Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-**ALLADAYE Comlan Jérôme**, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

-**SAADAOUI Ibrahim Muhammed**, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies - Tunisie)

-**Ousseynou Faye,** Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-**Samba Diakité,** Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-**Esambu Matenda -A- Baluba Jean - Bosco Germain**, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

-**ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre**, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-**GBODJE Sékré Alphonse,** Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-**Syrius AHMADI**, Professeur de Géopolitique (Université Tabbiath Modares de Téhéran- République Islamique d'Iran)

- **Marie Miran-Guyon**, Maitresse de Conférences HDR (École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), Paris France)

Comité de Lecture

-**BATCHANA Essohanam**, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-**AKROBOU Agba Ezéquiel**, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-**CAMARA Moritié**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-**GUESSAN Benoit**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**N'Guessan Mohamed,** Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**Ernest YAO BI**, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-**GOLE Antoine**, Professeur Titulaire d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA- Côte d'Ivoire)

-**BAMBA Abdoulaye**, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**POZUELO Yvan,** Professeur d'Histoire Contemporaine, spécialiste de la Franc-Maçonnerie au CIFP Hosteleria y Tourismo (Gijon- Espagne)

-Léo Montaz, Chargé de Recherche, Institut d'Ethnologie (Université de Neuchatel, France)

Adresse aux auteurs

La Revue HARIS parait 4 fois dans l'année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions. Si un numéro doit porter sur un thème précis, cela sera communiqué sur le site de la revue six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue http://www.revue-haris.org). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.

Sommaire

KOFFI Brou Dieudonné & Tiranké Ibrahima Kalil SACKO
Souveraineté et relations internationales : L'Alliance des États du Sahel et la recomposition des partenariats internationaux 10-22

Daniel Akpolê Koffi YAO
Lecture métaphysique des relations internationales : La triangulation comme méthode d'analyse.....23-35

DIOMAND Aïkpa Benjamin
Le Droit International contemporain à l'épreuve de la conception Marxienne du Droit.....36-47

SERIKPA Gnabro Harding
Les Organisations Non Gouvernementales et la coopération humanitaire comme instruments du Soft Power russe en Asie Centrale postsoviétique (1991-2022) 48-62

BOLOU Bi Sery Anguipla Ange Junior
L'État libéral : Une critique de la neutralité procédurale à la lumière de Charles Taylor.....63-75

Abdoulaye BAMBA & Kouakou Joël KOUASSI
L'Accord de Cotonou : Entre revitalisation et limites des Etats ACP à conduire des négociations (2000-2002) 76-90

ZOUZOU Kouassi Noel
Migration et intégration régionale : Une longue tradition de coopération économique par le bas à travers le cas ivoirien.....91-105

IRIÉ Bi Irié Jean-Marc
Patrimoine spolié : Le bras de fer mémoriel entre l'Afrique et l'Europe.....106-117

Aristide EDZEGUE MENDAME & Jary Herrlich OBORO NTE
Les limites du tropisme militaro-sécuritaire de la coopération sécuritaire régionale et internationale dans le Golfe de Guinée (1990-2023) 118-130

Diamane DIOUF
Les défis de la lutte contre la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée : Analyse des causes, de l'évolution du phénomène et des perspectives d'éradication.....131-146

Mohamed Lamine MANGA
Colonisation et nationalisme en Guinée-Bissau (1897-1963).....147-162

YAO Kouadio Abel
La diplomatie de suivi en temps de crise : Le cas de la Côte d'Ivoire (2002-2011).....163-172

DIBY Kouadio Jean & KEAROU Detehon Ange Flavy
Les fondements de la politique de développement économique de l'Allemagne Wilhelmienne de 1890 A 1914.....173-185

FAMOUSSA Coulibaly
La Charte des Nations Unies face aux mutations géopolitiques actuelles : Entre montée de l'unilatéralisme et fragilisation de la sécurité collective.....186-201

Arsène Brice BADO
Qui fixe l'Agenda ? Influence des partenaires techniques et financiers étrangers sur les activités des organisations de la Société Civile en Côte d'Ivoire.....202-220

Albert WANVOESSO & Cossi Basile MEDENOU & Miré Germain PALE
La deportación de los negros esclavos al Nuevo Mundo: ¿Problema u oportunidad para el desarrollo de América ?.....221-232

TRAORÉ Moustapha
Der Bau und die modernisierung des hafens von San Pedro: Ein beispiel für internationale zusamenarbeit mit deutscher beteiligung für eine infrastruktur regionaler bedeutung.....233-252

N'Goran Alphonsine KAMENAN épouse GARCÍA & Konan Pacome YAO
La inmigración internacional en España de 2016 à 2026 : una perspectiva económica: 253-269

Dogba Léonce BAWA
El fracaso de la revolución bolivariana y el secuestro de Maduro.....270-285

KONE Yacouba & Logbou Kousso Marie Flora GOSSAN
Espaces et empruntes des femmes fortes durant les conquêtes arabes de 622 à 675.....286-297

Sibiri BAMBA
Nasrul Ilm : Trajectoire et stratégie de déploiement d'un soufisme transnational en Côte d'Ivoire (1994-2023) 298-311

Konan Parfait N'GUESSAN & Djro Bilestone Roméo KOUAMENAN
L'Église et la construction des empêchements de mariage pour parenté en Occident au haut Moyen-Age.....312-326

Dr Mamady BAMBA
De l'Agriculture coloniale à la planification socialiste de l'Agriculture en Guinée : Ruptures ou continuités ? 327-336

Rokiatou BAMBA
La mondialisation dans la presse numérique ivoirienne : Cas de la campagne présidentielle de 2025.....337-356

Clotaire Claver OKOUYA
Gentrification et transformation du paysage urbain de Poto-Poto à Brazzaville (République du Congo) 357-374

BROU Kamenan Marcel & KOUKOUNON Wilfried Gautier & CISSE Fatoumata
Conséquences socio-économiques des accidents hydromorphologiques de 2020 sur l'axe Adjamé-Zoo.....375-386

YÉO Watagaman Paul & YÉO Siriki & YEO Yakatienguelpou
Accès à l'eau, revenus féminins et tensions agropastorales autour des barrages de la sous-préfecture de Karakoro (Nord de la Côte d'Ivoire) 387-403

BOCOUM Moussa Fadiala
Évaluation des politiques de gestion de la forêt classée de Sounsan...404-416

KONE Soulemane
La laudation dans *la Ronde des Jours* de Bernard Dadié et *Refrains sous le Sahel* de Pacéré TiTinga : Une poétique de la célébration de l'identité Africaine.....417-429

COLONISATION ET NATIONALISME EN GUINÉE-BISSAU (1897-1963)

Mohamed Lamine MANGA
Université Assane Seck de Ziguinchor (Sénégal)
ml.manga@univ-zig.sn

Résumé
Le système colonial portugais en Guinée-Bissau fut des plus austères et ségrégationnistes mis en œuvre en Sénégambie méridionale. Devenu effectif à partir de 1936, après la signature du traité de paix avec la reine des Bijagos, Okinka Pampa, il s'est fondé sur l'établissement d'un code de l'indigénat et du régime du *palmatoria* ou de la chicote. Ayant fait de la Guinée une colonie d'exploitation, l'administration portugaise, a versé, par le canal de ses préfets, dans des abus et la négation des droits des autochtones. Classifiés dans la catégorie des indigènes, ces derniers, en plus d'être soumis aux travaux forcés, devaient remplir plusieurs critères pour espérer intégrer la catégorie des assimilés qui bénéficiaient certes de quelques « largesses » de l'administration centrale, mais opéraient comme exécutants de second rang des politiques coloniales. A travers cet article, il s'agira d'analyser le ségrégationnisme portugais en Guinée et son corolaire législatif, dans un contexte d'éveil des consciences facilité par le voisinage de possessions françaises en plein processus d'émancipation après la Seconde Guerre mondiale ainsi que le militantisme d'une élite assimilée à travers l'école coloniale. Il sera aussi question de voir comment ces deux facteurs ont constitué le ferment d'un nationalisme d'abord pacifiste, puis violent, incarné en premier par le Front pour la Libération National de la Guinée (FLING), mais surtout par le Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC). Pour ce faire, nous avons opté pour la méthode qualitative en faisant usage de textes et d'archives relatifs à la colonisation portugaise en Guinée et d'entretiens avec des acteurs de la guerre de libération. Ce qui nous a permis de comprendre le processus de l'implantation portugaise et le corrélat qui existe entre le ségrégationnisme de l'administration locale et l'avènement du nationalisme qui a unifié les peuples de Guinée autour d'une aspiration souverainiste.
Mots clés : Colonisation, ségrégationnisme, nationalisme, Guinée-Bissau, Portugal

COLONIZATION AND NATIONALISM IN GUINEA-BISSAU (1897-1963)

Abstract

The Portuguese colonial system in Guinea-Bissau was among the most austere and segregationist regimes implemented in southern Senegambia. Taking effect in 1936—following the peace treaty signed with the Bijago Queen, Okinka Pampa—it was built upon the *Indigenat* code and the *palmatoria* disciplinary system. Having turned Guinea into a colony for economic exploitation, the Portuguese administration, through its local officials, engaged in abuses and the denial of indigenous rights. Classified as *indigenous* (natives), the local population was subjected to forced labor and required to meet stringent criteria to qualify as *assimilados* (assimilated subjects); while the latter enjoyed certain "concessions" from the central administration, they essentially served as second-tier implementers of colonial policy. This article analyzes Portuguese segregationism in Guinea and its legislative framework against the backdrop of rising political consciousness—fostered by the proximity of French territories undergoing decolonization after World War II and the activism of an elite class assimilated through the colonial school system. It also examines how these factors fueled a nationalist movement that evolved from peaceful advocacy to armed struggle, embodied first by the National Liberation Front of Guinea (FLING) and, most notably, by the African Party for the Independence of Guinea and Cape Verde (PAIGC). To this end, a qualitative approach was adopted, drawing on texts and archives regarding Portuguese colonization in Guinea as well as interviews with participants in the war of liberation. This enabled us to understand the process of Portuguese settlement and the correlation between the local administration's segregationism and the rise of the nationalism that united the peoples of Guinea around a shared aspiration for sovereignty.
Keywords: Colonization, segregationism, nationalism, Guinea-Bissau, Portugal

INTRODUCTION

Après l'arrêt officiel de la traite transatlantique par les esclavagistes établis en Guinée en 1874, le Portugal s'est engagé dans des guerres de conquête pour établir sa domination entre les possessions anglaise et française au Nord et à l'Est, l'accès à l'Océan étant déjà assurée par des siècles de présence sur les côtes locales (International Crisis Group, 2008, p. 5). La Guinée devait servir de colonie d'exploitation pour soutenir les besoins de développement de la métropole au même titre que l'Angola, le Mozambique et les iles du Cap-Vert.

La quête d'influence politique sur le continent africain et l'ambition d'avoir toujours voix au chapitre en Europe a amené la Portugal à consolider ses positions dans les « Rivières du Sud, la frange littorale profondément aménagée par l'homme et s'étendant du Sénégal à la Sierra Leone » (M.-C. Cormier-Salhem, 1978, p. 19). Le fait est advenu par une brutalité coloniale entretenue par une minorité d'officiers venus de la métropole et une force noire constituée majoritairement de Mandingue, de Pepel, de Feloupe, de Manjack ayant été, pendant près de quatre siècles, les principaux groupes cibles de la traite transatlantique.

Si la pacification de la Haute Guinée et des régions du Nord fut effective dès 1917, l'arrêt effectif des guerres de résistance locale ne fut consacré qu'en 1936 lorsque la reine des Bijagos, Okinka Pampa, accepta de signer le traité de paix proposé par le Portugal[1].

De l'institution de l'État colonial portugais dont l'administration centrale locale opérait à partir du Cap-Vert jusqu'en 1879 (R. Colin, 2012, p. 97), la Guinée Bissau fut un territoire administré suivant des règles autoritaires et racistes qui ont nié aux autochtones la plupart de leurs droits sous la législation de l'indigénat qui « [interdisait] aux Africains d'être propriétaires, commerçants avec des boutiques en dur, etc » (M. Cahen, 1995, p. 3).

Les populations locales étaient soumises aux travaux forcés dont la pratique relevait plus de l'esclavagisme. En plus de ne pas investir dans une véritable mise en valeur de la colonie, les Portugais ont soumis les Guinéens à de nombreuses corvées et sévices de toute sorte poussant quelques fois certains individus ou groupes à l'émigration vers les colonies françaises du Sénégal et de la Guinée voisine.

Les pressions subies par la Métropole du fait de l'avènement d'un nationalisme local porté par une petite élite scolarisée et inspirée par les évènements d'Algérie dans un contexte de prise de conscience globale des peuples dominés ont amené l'administration coloniale à initier une reforme subterfuge dès 1954 qui accorda la pleine citoyenneté aux habitants du Cap-Vert. Les habitants de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée-Bissau en furent privés (P. Cerdeira, 2018, p. 69).

Le nouveau code distingua l'assimilé de l'indigène au sein de la population autochtone, la citoyenneté ne prévalant que pour les métropolitains. Cette loi, qui fixait les règles de passage du statut d'indigène à celui d'assimilé interdisait au premier de tenir un commerce, d'avoir une maison en dur ou en tuiles…et le contraignait aux travaux forcés.

[1] Papis Mariama Sadio Touré, ancien combattant du PAIGC et assistant de recherche à l'Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa (INEP), lors de l'entretien du 12 décembre 2025 à Ziguinchor.

La deuxième réforme adoptée en 1955 qui fit de la Guinée une province portugaise d'outre-mer ne put aussi empêcher les contradictions entre les populations autochtones et l'administration coloniale.

La quête d'émancipation qui semblait s'inscrire dans la voie pacifiste préconisée au départ par le PAIGC prit très vite les relents d'une lutte armée notamment après le massacre des dockers de Pidiginti en 1959[2]. Ce massacre a paroxysé le ressentiment des Guinéens contre les Portugais, il a aussi été le facteur déclencheur de la guerre. C'est ce que précise aussi Roland Colin lorsqu'il souligne que « l'option pour la lutte arme□e se pre□cise et s'impose apre□s le massacre des dockers de Pidjiguiti a□ Bissau, le 3 aou□t 1959 (50 morts et des centaines de blessés). Les évènements s'enchainent alors vivement » (R. Colin, 2012, p. 100).

La présente étude se fonde sur une approche qualitative de collecte de textes sur la colonisation portugaise et d'archives variées traitant de la lutte de libération qui a unifié les peuples guinéens autour d'une aspiration souverainiste portée par plusieurs formations politiques et principalement par le PAIGC d'Amilcar Cabral.

Nous avons consolidé notre étude par une série d'entretiens avec des acteurs de la lutte d'indépendance entamée en 1963 et qui ont été pour l'essentiel formés à l'école coloniale. L'étude s'inscrit entre 1897, année de la première expédition de reconnaissance militaire menée par le lieutenant Antonio Gaetano dans la région mandingue de Hoi, et 1963 qui marque la paroxysation du nationalisme guinéen en une lutte armée.

Nous examinons, à travers cet article, la nature et les procédés du colonialisme portugais en Guinée ainsi que le processus par lequel il a induit un nationalisme local au milieu des années 1950. Il sera aussi question d'analyser le militantisme de l'élite locale formée à l'école coloniale.

Cet article est constitué de deux sections. Dans la première, nous portons un regard sur l'implantation portugaise en Guinée, la nature et les moyens du système de sujétion des peuples autochtones. Dans la deuxième section, nous étudions le processus de l'avènement du nationalisme guinéen et ses liens avec l'émancipation des territoires français du Sénégal et de la Guinée-Conakry au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

1.LE COLONIALISME PORTUGAIS EN GUINEE-BISSAU

Le Portugal qui ne disposait pas de ressources financières et humaines suffisantes pour une occupation effective de son domaine d'influence en Sénégambie a opté pour une gestion contradictoire d'investissement minimaliste et de rentabilité dans l'exploitation de la Guinée. Une telle démarche a induit une politique coloniale ségrégationniste qui a procédé à la déshumanisation des peuples autochtones.

1.1. La conquête coloniale et la mise en place d'un système ségrégationniste

La colonisation portugaise de la Guinée-Bissau a débuté à la fin du XIXème siècle, plus précisément en 1879, lorsque le dernier navire négrier quitta le port de Bissau et fut arraisonné à Bathurst par les officiers britanniques.

Lorsque la traite atlantique ne fut plus une option pour les marchands parrainés par la cour de

[2] Abdu Sambu, ancien combattant du PAIGC, transporteur de munitions et d'armes vers Kundara, lors de l'entretien du 13 septembre 2021, à Bissau, Bario militar.

Lisbonne et que les luttes d'influences s'intensifiaient entre Français et Britanniques, le Portugal déjà représenté dans les Rivières du Sud, à travers les escales de Ziguinchor, de Bolama, Farim, Bissau, par quelques marchands, officiers et missionnaires[3], chercha à compter dans ce rapport de forces pour surtout relancer son économie en ruine par la quête de matières premières et de débouchés.

Il ne s'agissait plus d'une quête d'hégémonisme, puisque la couronne portugaise n'en n'avait pas les moyens, mais un besoin vital de survie géopolitique dans une Europe en récession et minée par des nationalismes. La poursuite de ce réalisme de circonstance politique passait par la mise en place de colonies d'exploitation.

L'un des pionniers de la colonisation portugaise en Guinée est le lieutenant Antonio Gaetano qui résidait alors à Gêba. Dès 1897, il envisagea une expédition dans la région de Hoi, majoritairement habité par les Mandingue. La conquête de ladite région devait se faire à partir de la province de Djendou qui était alors divisée en trois zones : djendou morikunda, djendou diassykunda et djendou dombali. L'officier portugais fut accueilli par Mansa Diassy, un roi baïnounk et ami de Bertrand Bocandé[4].

Le lieutenant Gaetano prétexta d'une volonté de commercer avec les populations locales et d'être à la recherche de l'huile de graine de palme et du Caoutchouc local. Mais en réalité, ce ne fut qu'un subterfuge que le roi baïnounk décela très vite par l'odeur de la poudre de mousquet que dégageaient ses mains. Il était alors accompagné d'un chef peul, Pathé Baldé et de ses soldats, mais aussi d'un mercenaire wolof, Lamine Ndiaye, qui avait aussi recruté beaucoup de combattants au service de l'officier portugais[5].

Un peu avant la grande guerre, deux hommes jouèrent un rôle crucial dans le processus de l'établissement de l'administration coloniale en Guinée : le gouverneur Carlos Pereira et l'officier en exercice Joao Teixeira Pinto qui avait réprimé les révoltes indigènes en Angola à partir de 1902 (P. M. K. Mendy, 1994, p. 218). Son arrivée en Guinée a coïncidé avec les balbutiements de l'État colonial.

Étant conscients de l'insuffisance des ressources financières et du manque de soldats venus de la métropole, le gouverneur Pereira tout comme Teixeira Pinto ont très vite compris qu'il fallait nouer des alliances avec des chefs locaux et recruter suffisamment de mercenaires. Ils purent très vite compter sur la collaboration des *grumetes*, pour l'essentiel manjacks évangélisés, puis à partir de 1912 sur l'allégeance de mercenaires tels que Samba Ly qui fut récompensé de la chefferie de Bafata, d'Abdoul Njay nommé chef de la région d'Oio et de Mamadou Sissé qui fut porté à la tête de Mansoa (P. M. K. Mendy, 1994, p. 226) en remplacement de roitelets locaux alors hostiles à l'implantation portugaise[6].

Le 23 septembre de la même année Teixeira Pinto fut promu chef d'état-major de l'armée coloniale en Guinée. Les trois chefs de provinces

[3] Papis Mariama Sadio Touré, ancien combattant du PAIGC et assistant de recherche à l'Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa (INEP), lors de l'entretien du 12 décembre 2025 à Ziguinchor.

[4] Un administrateur français établi en Casamance qui opérait aussi en Guinée.

[5] Papis Mariama Sadio Touré, ancien combattant du PAIGC et assistant de recherche à l'Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa (INEP), lors de l'entretien du 12 décembre 2025 à Ziguinchor

[6] Papis Mariama Sadio Touré, ancien combattant du PAIGC et assistant de recherche à l'Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa (INEP), lors de l'entretien du 12 décembre 2025 à Ziguinchor

furent au fond les principaux exécutants du projet de conquête coloniale du Portugal en Guinée, puisqu'en plus d'avoir facilité le recrutement des mercenaires locaux, ils ont aussi mené de nombreuses expéditions contre les chefs locaux.

Leurs opérations étaient souvent teintées de massacres et surtout de brigandage. Le chef de la province d'Oio et ses hommes furent parmi les plus redoutés des populations locales. Comme l'affirme Papis Sadio Touré, « Abdul Njay était un brigand venu de la Gambie monnayer ses services au colons portugais. Il fit preuve de beaucoup de cruauté à l'égard des populations autochtones et de zèle à l'endroit des Portugais »[7]. La première expédition militaire fut menée dans la région d'Oio entre mars et juin 1913. Elle fit face à une attaque des Ballantes le 29 mars 1913 qu'elle repoussa difficilement.

L'expédition permit tout de même l'établissement d'un poste militaire à Mansoa le 10 mai de la même année (Peter Michael Karibe Mendy, 1994, p. 224). Un mois plus tard, le 26 juin, les troupes coloniales furent gravement éprouvées dans la région d'Oio par la résistance des mandingues sous l'égide du grand chérif de Bissora. Durant les combats Abdu Njay perdit plusieurs hommes. Après avoir soumis la region d'Oio, Bafata et Gabu, les Portugais firent face à la résistance des Manjacks à Carenque[8].

Ils y perdirent l'administrateur de Cacheu, Alferes Jose Nunes ainsi que toute son embarcation le 12 décembre 1913. En guise de représailles, le capitaine Teixeira Pinto leva des troupes en direction du pays manjack. Ils y ont aussi subi de lourdes pertes notamment à Tchurbrique[9].

Entre 1914 et 1915, après les terroirs manjack, brame ou mancagne et ballante, la Guinée continentale était sous domination portugaise. Il restait à soumettre l'archipel des Bijagos. Le projet fut très complexe à mettre en œuvre du fait de l'insularité du milieu et de l'opiniâtreté des populations locales alors dirigées par la reine Okina Pampa. Il aura fallu trois campagnes militaires et dix-neuf années de luttes pour en arriver, par un traité de paix signé en 1936 avec la reine Okinka Pampa, à intégrer les iles bijagos à la Guinée portugaise. Ce qui a consacré la « pacification »[10] pour au moins un quart de siècle de la Guinée et la mise en œuvre d'un colonialisme ségrégationniste.

Ce colonialisme s'est fondé sur une

> mentalité impériale des dirigeants portugais et l'ignorance, les mythes, les croyances, les préjugés et le nationalisme étroit qui caractérisent la culture de larges couches de la population du Portugal, soumises, pendant des siècles, à la doctrine de la supériorité de l'Européen et de l'infériorité de l'Africain, ainsi qu'au mythe de la « mission civilisatrice » du Portugais à l'égard des peuples africains censés être des « sauvages » (A. Cabral, 1973, p. 5).

Le colonialisme raciste des Portugais s'est manifesté à plusieurs niveaux. La mission civilisatrice qui a visé l'assimilation a méprisé les religions et les valeurs culturelles locales considérées comme surannées et à proscrire. L'église catholique portugaise s'est implantée en Guinée par une volonté et un effort de formatage de la conscience religieuse des peuples locaux. Le premier groupe cibles qui servit de relais auprès des autres communautés fut celui des *grumetes* à la suite des *lançados*.

[7] *Idem*
[8] Iaia Biaï, chercheur à l'Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa (INEP), lors de l'entretien du 13 juin 2026 à Ziguinchor
[9] *Idem*
[10] Papis Mariama Sadio Touré, ancien combattant du PAIGC et assistant de recherche à l'Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa (INEP), lors de l'entretien du 12 décembre 2025 à Ziguinchor

Du point de vue administratif, même si le chef-lieu de colonie était Boula, la Guinée fut administrée à partir du Cap-Vert jusqu'en 1940.

Contrairement au Cap-Vert qui bénéficia de nombreux investissements en termes d'infrastructures, notamment dans le domaine scolaire, agricole et sanitaire, la Guinée-Bissau fut maintenue dans une situation de précarité à travers un système scolaire obsolète du reste primaire, l'inexistence des routes, des hôpitaux et un ségrégationnisme. C'est ce qui ressort des propos du commandant manuel Santos lorsqu'il affirme « les portugais avait bâti un système colonial basé sur le code de l'indigénat. L'indigène c'était l'autochtone, il n'avait aucun droit, il était soumis à toute espèce de sévices, de travaux.

Les infrastructures étaient presqu'inexistantes. La situation était pénible pour les autochtones »[11]. Il fallait en réalité pour les Portugais éviter toute forme d'émancipation d'une élite locale, car de l'avis de nombreux administrateurs à l'image du général Kaulza de Arriaga, parlant du Portugal et de sa politique coloniale : « ne [serait] à même de maintenir la domination blanche, qui constitue un objectif national, que si le peuplement s'effectuera en un rythme qui accompagne et dépasse, même légèrement, la production de noirs évolués » (K. De Arriaga, 1966/67).

Il estimait aussi qu'un scenario contraire contraindrait le Portugal à soit installer l'apartheid, qui serait terrible et dans lequel il ne tiendrait pas, soit se resigner à avoir des gouvernements noirs avec toutes les conséquences que cela entrainerait (démembrement des provinces d'outre-mer, etc.).

Plutôt basé sur une politique assimilationniste assez austère qui a consacré le code de l'indigénat distinguant les civilisés (colons portugais), les assimilés et les non civilisés (Africains) et le régime du « *Palmatoria* » ou de la chicote, le système colonial portugais, très abusif (C. Cardoso, 1996, p.150), avait aussi introduit le travail forcé pour la construction des routes, l'agriculture et le commerce, ainsi que le prélèvement de l'impôt par tête.

Ce système ségrégationniste qui a refusé toute concession aux Africains en quête de l'égalité des droits et de souveraineté (B. Davidson, 1969, p. 4), a poussé de nombreux Bissau-guinéens à l'exil vers la colonie française du Sénégal et créé au fil des années de nombreuses inégalités entre la communauté européenne et les autochtones.

La phobie de l'émergence d'une élite autochtone était réelle chez de nombreux administrateurs coloniaux surtout au lendemain de la Seconde Guerre mondiale lorsqu'un vent d'émancipation politique souffla sur les territoires voisins du Sénégal et de la Guinée française où le dynamisme des partis locaux contraignait déjà la France à de nombreuses concessions sur les droits civiques.

Ne pouvant asseoir un système d'apartheid et ne pouvant non plus éviter l'émancipation de l'élite locale, certains administrateurs songèrent à recourir à des pratiques contraceptives pour limiter les naissances. Il n'est pas à exclure que la faiblesse de la population guinéenne soit liée à des politiques du genre qui auraient été mises en œuvre par la médecine coloniale par le prétexte des campagnes de vaccination.

Par ailleurs, le ségrégationnisme colonial du Portugal a aussi induit une classification sociale en trois paliers : au sommet il y avait la représentation

[11] Commandant Manuel Santos, compagnon de lutte d'Amilcar Cabral, membre du gouvernement de Luis Cabral, lors de l'entretien du 15 septembre 2019 à Bissau.

locale de l'État colonial (administrateurs et officiers), les marchands et missionnaires portugais, ensuite les assimilés métisses venus du Cap-Vert ; « ces petits fonctionnaires indigènes étaient ainsi utilisables dans les postes administratifs continentaux, censés les couper suffisamment des sociétés et des cultures mères pour qu'ils offrent d'indispensables gages de fidélité à la hiérarchie » (R. Colin, 2012, p. 96).

Ils occupèrent des postes d'intermédiaires au sein de l'administration coloniale, puisqu'ayant bénéficié d'une éducation secondaire, contrairement aux autochtones, et en fin les indigènes qui devaient subir des tests pour prétendre au statut de civilisé ou d'assimilé. Cette classification, que consacra le code de l'indigénat, a entrainé une forme de deshumanisation des peuples autochtones soumis aux travaux forcés, à l'impôt de capitation et à de nombreux abus.

1.2. De l'exploitation a la marginalisation sociale de l'autochtone bissau-guinéen

Dès l'effectivité de la conquête coloniale portugaise de l'hinterland guinéen en 1915, le territoire fut divisé en deux communes, Boulama, Bissau et neuf circonscriptions civiles (Geba, Farim, Cacheu, Oio, Buba, Brames, Costa de Baixo, Bijagos, et Cassini). La Guinée avait été administrée jusqu'en 1944 à partir du Cap-Vert suivant des logiques assimilationnistes qui ont fait des autochtones une force de travail au service d'une économie de traite. Un système ségrégationniste fut en vigueur jusqu'en 1951 lorsque le code de l'indigénat fut révisé à des fins subterfuges.

Les seuls citoyens de la colonie étaient les Portugais originaires de la métropole qui tenaient le commerce, l'église, l'armée et l'administration. Ils représentaient l'État colonial au mépris des coutumes locales. La deuxième catégorie sociale, en l'occurrence les intermédiaires de l'administration coloniale, était constituée des assimilés ou civilisés alors que la majorité de la population était sous le statut de l'indigénat et que l'on appelait communément les non civilisés qui était soumis aux travaux forcés, à l'impôt de capitation et qui devaient subir des épreuves pour aspirer au statut d'assimilés.

Cette classification sociale revêt aussi un caractère racial si l'on en croit l'ancienne ministre de l'intérieur de la Guinée Sous Nino Vieira, Francesca Lucas Preira qui estime que « les Portugais ont aussi établi une ségrégation qui distinguait trois groupes : les Européens, les Cap-verdiens et les Guinéens et Ils ont utilisé les Cap-verdiens contre les Guinéens de souche »[12].

Les insulaires du Cap-Vert, qui bénéficiaient déjà de meilleures conditions sociales, puisqu'ils avaient au moins une éducation secondaire contrairement aux Guinéens, ont aussi occupé des postes clés, comme des préfets, lorsque le personnel métropolitain ne fut pas suffisant ; ce qui a engendré une double frustration des autochtones puisqu'ils vivaient à la fois un ressentiment contre les Portugais mais aussi contre les Cap-Verdiens perçus comme des usurpateurs.

En réalité, parmi les régimes coloniaux en Afrique celui du Portugal fut des plus austères. Avant la guerre de libération, les populations autochtones vivaient une situation de quasi-servitude. En plus de ne pas avoir investi ni dans l'éducation, ni dans la santé encore moins les infrastructures, l'administration

[12] Francesca Lucas Preira, ancienne ministre de l'intérieur de la Guinée-Bissau sous le magistère du président Nino Bernardo Vieira, lors de l'entretien du 16 septembre 2021 à Bissau.

coloniale portugaise en Guinée fut très répressive.

C'est ce que révèle Abdou Sambou, un ancien combattant du PAIGC et transporteur d'armes et de munitions au front sud, lorsqu'il affirme :

> Ce que nous vivions n'était ni plus ni moins que de l'esclavage. J'ai été moi-même bastonné à deux reprises par les Portugais. Nous devions exécuter des corvées de remblayage des routes avec de la latérite que nous portions dans des paniers sur nos têtes et planter des boutures de manioc sur des sillons ainsi que des caiecédrats[13].

L'administration coloniale avait instauré un mode de passage de l'indigénat au statut de civilisé ou d'assimilé : l'indigène se devait de faire une déclaration à la préfecture après avoir rempli les conditions de l'admission au statut d'assimilé. Il devait entre autres disposer d'un salon et des dortoirs, d'un lit avec une couverture. Dans la salle il devait avoir une table avec six chaises, un couvert, des tasses, un baillet, des cuillères, des fourchettes. De l'avis de Fodé Gassama, ancien chef d'État-major des armées de la Guinée Bissau,

> C'est à la suite de cela qu'une commission de vérification est envoyée par le préfet pour s'assurer de l'effectivité de toutes les conditions requises à l'assimilation. Le jour de la vérification, le père de famille se devait de porter une culotte, des chaussettes jusqu'aux mollets, un chapeau, être brayé pour attendre l'arrivée de la commission[14].

Le lendemain l'aspirant devait se rendre à la préfecture pour recevoir les résultats. Si les résultats sont concluants, le surlendemain il recevait la carte du civilisé. Sinon, il gardait sa carte d'indigène et était photographié avec une ardoise à la main où était inscrit son numéro d'identification. Toutes les routes, de Ziguinchor à Bissau, en passant par Varela, Cacini jusqu'à Bourountouma, ont été construites par les indigènes sous le régime du travail forcé, puisque les Portugais ne disposaient d'aucun tracteur[15].

Pour ces travaux, cinq à six villages se rassemblaient dans une carrière de cailloux ; pendant que certains creusaient, d'autres avaient de petits paniers qu'ils remplissaient et faisaient de longues distances pour remblayer les routes qui traversaient souvent des rizières et des cours d'eaux. Fodé Gassama indique aussi que durant ces corvées « les gardiens, stationnés tout au long du parcours, tenaient des fouets et personnes n'osait s'arrêter au risque de se faire chicoter.

Sur les chantiers, l'administration coloniale ne donnait pas à manger aux ouvriers, chacun venait avec sa ration et les femmes faisaient à manger »[16]. Tant que le tronçon n'était pas achevé personne ne devait s'absenter. Par ailleurs, le long des routes, les populations plantaient et arrosaient les caïcédrats de décembre à juillet et gare aux villageois dont les arbres mourraient.

Le quartier dénommé Bario da zura a été construit entièrement par les prisonniers. Une fois, une femme y a perdu son enfant parce qu'elle n'avait pas eu le droit de s'asseoir pour l'allaiter. Les préfets qui étaient portugais ou cap-verdiens recensaient tout le bétail dans différentes circonscriptions.

---

[13] Abdu Sambu, ancien combattant du PAIGC, transporteur de munitions et d'armes vers Kundara, lors de l'entretien du 13 septembre 2021 à Bissau, Bario militar

[14] Général Fodé Gassama, ancien chef d'État-major des armées de Guinée-Bissau, lors de l'entretien 12 septembre 2021 à Bissau, Bario militar

[15] *Idem*

[16] Général Fodé Gassama, ancien chef d'État-major des armées de Guinée-Bissau, lors de l'entretien 12 septembre 2021 à Bissau, Bario militar

Chaque éleveur était obligé d'envoyer deux litres de lait au préfet. A chaque fois les provisions en œufs du préfet étaient finies les gardes en réquisitionnaient chez les indigènes. Chaque village donnait une douzaine d'œufs au préfet qui ne devait pas en manquer. La discrimination qui fut d'ordre racial, s'est déroulée parallèlement à une discrimination de genres. En effet, si les Guinéens ont vécu dans leur globalité de nombreux sévices des gardes coloniaux, notamment de la PIDE, leurs femmes semblent avoir davantage été éprouvées.

> De l'avis d'Anna Maria Gomes, si la condition des hommes était pénible celle des femmes l'était davantage. Nous vivions une double discrimination : celle du colonisateur et celle de nos maris. Ce n'était pas parce que nos maris nous maltraitaient, mais c'était parce que nous n'avions pas les mêmes opportunités que les hommes dans le système éducatif qui était la principale voie d'émancipation[17].

2.AUX ORIGINES DU NATIONALISME BISSAU-GUINEEN

Le caractère répressif du système colonial portugais portait dès son entame les germes d'un ressentiment des populations locales. La mise en œuvre du code de l'indigénat a exacerbé l'hostilité des Guinéens vis-à-vis de l'État colonial et fait naitre une quête de souveraineté à travers un nationalisme porté par une élite formée à l'école coloniale. Cette quette de souveraineté a été aussi renforcée par le processus d'émancipation des territoires voisins du Sénégal et de la Guinée française à partir de 1946.

2.1. Le durcissement de la pratique coloniale

L'austérité du régime colonial portugais s'était traduit par de nombreux abus et crimes perpétrés en Guinée. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, puisqu'un vent de renouveau politique soufflait sur les colonies voisines de la Guinée française et du Sénégal, les Portugais ont redouté un effet de contagion du phénomène sur leur colonie.

Ils accrurent la surveillance de supposés individus assimilés qui ont protesté d'abord contre des faits de discrimination dans l'administration. Pendant la famine qui frappa l'archipel du Cap-Vert entre 1944 et 1947 (A. Keese, 2012), les réquisitions de riz et de bétail étaient récurrentes et toute forme de refus manifestée par les paysans était sévèrement réprimée. Le riz réquisitionné n'était pas envoyé qu'au Cap-Vert, la métropole qui était en quête d'un nouveau souffle économique comptait aussi sur ce riz ainsi que le bétail arraché aux autochtones pour nourrir sa population.

Par ailleurs, les réquisitions d'indigènes pour les travaux forcés se faisaient nombreux et récurrents. C'est ce qui a permis de réaliser toutes les routes, de Ziguinchor à Bissau, en passant par Varela, Cacini jusqu'à Bourountouma, puisque les Portugais ne disposaient d'aucun tracteur[18]. Il en était de même des réquisitions de vivres et de biens précieux. Les préfets qui étaient portugais ou Cap-verdiens recensaient tout le bétail dans différentes circonscriptions et pouvaient en disposer à leur guise. Par ailleurs, les indigènes, même lorsqu'ils disposaient de ressources financières n'avaient pas le droit à des toitures améliorées en tôles[19].

[17] Anna Maria Gomes, ancienne combattante du PAIGC, lors de l'entretien du 14 septembre 2021 à Bissau

[18] Général Fodé Gassama, ancien chef d'État-major des armées de Guinée-Bissau, lors de l'entretien 12 septembre 2021 à Bissau, Bario militar

[19] *Idem*

Ils devaient encore se contenter de paille ou de feuilles de rôniers. Seuls les assimilés avaient droit aux toits en tôles et s'hasardaient difficilement à construire des maisons en tuiles réservées aux citoyens[20].

Le Portugal faisait face à une crise économique profonde. La consolidation de l'économie de la métropole nécessitait la levée de fonds à partir des colonies. Ce qui a entrainé une pression fiscale sur les indigènes. L'impôt de capitation était levé aux fouets des gardes coloniaux.

Le durcissement de la répression des indigènes et des assimiles s'expliquait donc par les besoins de relance de l'économie de la métropole impactée par la Deuxième Guerre mondiale, mais aussi par l'éveil progressif des consciences qu'il fallait contenir. Or, le premier phénomène entrainant et amplifiant le second, le pouvoir colonial compris très vite que la répression n'était l'option viable, surtout dans un contexte d'affirmation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; un principe proclamé par l'Organisation des Nations Unies.

L'administration portugaise usa alors aussi d'un subterfuge politico-juridique pour faire croire à des reformes bénéfiques aux populations locales. En 1951, du fait de la pression des puissances anticolonialistes (USA, URSS), le Portugal adopte une réforme sur le statut des populations des Territoires d'Outre-mer dont la Guinée.

La Guinée devint une province ultramarine du Portugal et à partir de cette période l'administration coloniale procéda à l'allègement des procédures d'accession au statut d'assimilé. Par ailleurs un autre subterfuge consista à faire des offres aux chefs coutumiers qui furent invités à effectuer des séjours en métropole entièrement pris en charge par l'administration coloniale.

Il s'agissait pour les Portugais d'acheter ainsi la loyauté des chefs locaux et d'annihiler les velléités nationalistes d'une bourgeoisie locale naissante. Les craintes de la Métropole quant à l'avènement de courants nationalistes dans les colonies tenaient surtout à un processus d'émancipation politique enclenché à Lisbone à travers la création du Centre d'Études Africaines par des leaders comme Augusto Neto, Amilcar Cabral…Ce mouvement d'émancipation se répandit progressivement sur le continent avec la tentative de Cabral de mettre sur pied en 1954 l' «Association sportive, récréative et culturelle de Guinée » (*Club desportivo*) qui servirait de prétexte à la création d'un mouvement politique. L'administration n'autorisa pas ladite association. Elle redouta un soulèvement populaire ou des attaques contre la population européenne et décida de délivrer plusieurs permis de ports d'armes aux ressortissants de la métropole.

Dans ce contexte d'effervescence nationaliste, d'autres formations œuvrant toutes pour la libération de la Guinée du joug colonial virent le jour à Ziguinchor, à Dakar et à Conakry. Cabral qui jouissait d'une aura auprès des paysans, pour les avoir côtoyés durant l'exercice de ses charges d'ingénieur agronome incarnait un unanimisme relatif autour de sa personne.

2.2. Un nationalisme porté par le MLCP, le MLG, le FLING et le PAIGC et le FLING

Le nationalisme bissau-guinéen s'est affirmé au début des années 1950, concomitamment à l'éveil des consciences et au besoin d'émancipation des peuples colonisés. Jusqu'en 1951, le régime de l'indigénat

[20] Abdu Sambu, ancien combattant du PAIGC, transporteur de munitions et d'armes vers Kundara, lors de l'entretien du 13 septembre 2021, à Bissau (Bario militar)

ne permettait nullement la création des partis politiques dans l'outre-mer portugais. La pression des Nations Unies, la solidarité des peuples dominés et la propagande nationaliste des nouvelles élites locales dans un contexte où la France, une autre puissance de l'OTAN, venait d'être défaite en Indochine alors qu'elle s'engluait dans une guerre contre le Front de Libération Nationale de l'Algérie (FLN) (G. Pervillé, 1985) ont contribué à créer les conditions pour une lutte de libération assumée en Guinée-Bissau par des formations hétéroclites.

Le premier parti de Guinée fut le Mouvement pour l'Indépendance nationale de la Guinée (R. Lars, 1974, p. 56) créé clandestinement en 1954 par des évolués de Bissau et Boulama. Ils aspiraient surtout à renégocier leurs rapports à l'État colonial et participer à la gestion des affaires publiques. Le mouvement ne fut pas reconnu et ses leaders firent l'objet d'une surveillance accrue.

Il a fallu attendre 1956 pour voir naitre le Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC) à l'initiative d'Amilcar Cabral (C. Lopes, 2013, p. 8), un agronome de formation, Aristide Preira, Fernando Fortis, Luis Cabral, Julio Almeida et Elyze Turpin[21]. Il s'agissait d'un parti résolument engagé dans une quête de souveraineté. Cabral et ses amis ont d'abord opté pour une lutte pacifiste comprenant qu'ils n'avaient pas les moyens d'une lutte armée qui aurait d'ailleurs des conséquences désastreuses à la fois pour les colons que pour les autochtones.

Les leaders du PAIGC ont cherché d'abord à avoir un ancrage à Bissau puis dans le monde rural en s'adjugeant le soutien des masses paysannes (J.- C. Andreini et M.- C. Lambert, 1978, p. 6). Cabral déroula sa propagande alors qu'il travaillait à planter des caëcedrats le long des routes dans les différents arrondissements[22].

Il s'adressait prioritairement aux personnes âgées ainsi qu'aux paysans pour les préparer à adhérer à une lutte prochaine contre les Portugais. Dans son plaidoyer pour l'indépendance de la Guinée, il fut amené à prononcer un discours de mobilisation à partir de Londres en 1957 sous le pseudonyme d'Abel Diassy, un surnom que ses camarades lui trouvèrent pour lui éviter tout soupçon de la part de l'administration coloniale[23].

En 1958, le PAIGC dut faire face à la rivalité d'autres formations politiques à l'instar du Mouvement pour la Libération des Colonies Portugaises (MLCP) sous la houlette de Brito Sozinio du Cap-Vert[24]. Le MLCP comptait aussi dans ses rangs des figures de proue de l'échiquier politique guinéen telle que Francesca Lucas Preira qui fut soutenue par de nombreux assimilés Bissau Guinéens établis à Conakry où elle travaillait comme Comptable de la société de commerce *Libra Port*[25].

D'autres organisations œuvrant à l'indépendance de la Guinée virent le jour également à Ziguinchor et à Dakar, notamment au sein de la communauté Manjack. Ce fut le cas du Front pour la Libération Nationale de la Guinée (FLING), créé par François Kankola Mendy et Henri Labery.

[21] Iaia Biaï, chercheur à l'Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa (INEP), lors de l'entretien du 13 juin 2025 à Ziguinchor

[22] Abdu Sambu, ancien combattant du PAIGC, transporteur de munitions et d'armes vers Kundara, lors de l'entretien du 13 septembre 2021 à Bissau, Bario militar

[23] *Idem*

[24] Francesca Lucas Preira, ancienne ministre de l'intérieur de la Guinée-Bissau sous le magistère du président Nino Bernardo Vieira, lors de l'entretien du 16 septembre 2021 à Bissau.

[25] *Idem*

Cette formation politique a opté dès sa reconnaissance par l'ONU en 1961 et par l'OUA en 1963 pour un nationalisme radical après le refus de Lisbonne d'ouvrir une table ronde autour de la souveraineté nationale et internationale de la Guinée. Sous la houlette de Francois Kankola Mendy, les combattants basés à Baraka Manjoka, en territoire sénégalais ont été les premiers à mener des attaques armées contre les cantonnements portugais de Suzana et Varela dès 1961[26].

Aux dépens des autres formations politiques, le PAIGC a su polariser l'adhésion des masses paysannes, de la classe ouvrière et des jeunes fonctionnaires par une propagande qui s'est fondée à la fois sur une méthode, des narratifs et surtout l'aura de son leader, Amilcar Cabral. Ce dernier a sillonné les pays de l'Est où il obtint des soutiens solides, notamment en Russie, en Chine et à Cuba, mais aussi le Maghreb et les pays voisins d'Afrique Occidentale[27]. Ses nombreux voyages lui ont permis d'asseoir la légitimité internationale de la lutte pour l'indépendance de la Guinée et la reconnaissance de son parti comme principale formation incarnant les aspirations souverainistes du peuple Guinéen.

Du point de vue de la méthode, les leaders du PAIGC ont cherché à la fois un ancrage interne du parti et un sabordage des mouvements diasporiques établis au Sénégal et en Guinée Conakry. L'ancrage local s'est fait par l'enrôlement des fonctionnaires autochtones, de la jeunesse scolarisée des principales villes du pays, notamment Bissau et Boulama, mais surtout des femmes qui ont constitué l'épine dorsale de la lutte. Après le referendum d'autodétermination des colonies françaises de 1958, qui a consacré l'indépendance de la Guinée voisine, un sursaut nationaliste prévalut au sein de l'élite Bissau-guinéenne et de nombreuses manœuvres furent menées pour unir le peuple autour de ce qui devenait un combat inaliénable.

En 1959, Cabral et ses amis poussèrent les dockers de Bissau à des revendications salariales qui furent réprimées dans le sang, puisque cinquante des protestataires furent massacrés par les gardes coloniaux au port de Pidiginti. Cet incident a été le facteur déclencheur de la lutte d'indépendance de la Guinée parce qu'il a entrainé un élan de solidarité à travers la colonie et permis une massification du PAIGC.

2.3. L'effet domino de l'indépendance de la Guinée Conakry et du Sénégal

Le processus de prise de conscience politique des Bissau-guinéens et le militantisme nationaliste de l'élite locale scolarisée se sont déroulés concomitamment à une ouverture démocratique survenue dès 1946 dans les colonies voisines françaises au gré de l'extension de la citoyenneté aux anciens sujets et de l'abolition du travail forcé (M. L. Manga, 2020, p. 28). Ce processus d'émancipation des colonies françaises s'est renforcé dès 1956 à travers l'adoption de la loi Cadre[28].

Dans un contexte marqué par la guerre d'Algérie et la volonté de la France de renégocier ses rapports aux

[26] Abdu Sambu, ancien combattant du PAIGC, transporteur de munitions et d'armes vers Kundara, lors de l'entretien du 13 septembre 2021, à Bissau (Bario militar)

[27] Commandante Teodoria Inacia Gomes, membre fondatrice de l'union démocratique des femmes de Guinée UDEMU, ancienne présidente de l'Assemblée nationale et ancienne vice-présidente de la Guinée-Bissau sous Nino Bernardo Vieira, lors de l'entretien du 16 septembre 2021 à Bissau au siège du PAIGC.

[28] Loi-cadre Defferre, numéro 56-619 du 23 juin 1956

colonies d'Afrique par la proposition d'un referendum d'autodétermination en septembre 1958 (J.-M. Regnault, 2017, p. 1-9), l'élite politique guinéenne, regroupée pour l'essentiel au sein du parti dominant, le PAIGC, trouvait des arguments tout indiqués pour enrôler de nombreux militants dans une quête de souveraineté.

Après le referendum qui eut lieu dans les territoires d'outre-mer français et qui consacra l'indépendance de la Guinée voisine, le nationalisme bissau-guinéen se réaffirma. L'indépendance acquise de la Guinée française sous le leadership du président Ahmet Sékou Touré, figure de proue du Rassemblement Démocratique Africain (RDA), a été une source d'inspiration pour Amilcar Cabral et ses camarades du PAIGC, mais aussi pour de nombreux Bissau-guinéens établis au Sénégal et à Conakry. Entre 1958 et 1960 un vent de révolte couvait déjà, mais aucun leader n'envisageait une lutte armée contre les forces portugaises.

L'indépendance du Sénégal et des autres territoires français en 1960 intervint également comme une facteur catalyseur du processus qui allait plonger la Guinée dans une lutte acharnée contre les Portugais.

Après le massacre des dockers du port de Bissau en 1959 et l'échec relatif du mouvement unitaire initié par Cabral auprès des mouvements révolutionnaires de la diaspora établis à Conakry, Ziguinchor et Dakar, une nouvelle formation politique, le Front pour la Libération Nationale de la Guinée (FLING), majoritairement constituée de Manjack et dirigée par François Kankoila Mendy, opta pour une lutte armée, espérant ainsi supplanter le PAIGC et incarner une légitimité politique exclusive aux yeux des Guinéens. Le FLING avait son siège à Dakar alors que celui du PAIGC était à Conakry.

Avant l'ouverture des hostilités par le FLING en 1961 à partir de leur cantonnement de Baraka manjoka, au sud du Sénégal, Cabral avait rencontré le président Sénégalais, Léopold Sédar Senghor, qui lui suggéra d'opter pour la voix de la négociation avec l'administration de Spinola. Le président Sénégalais adressa dans la foulée une correspondance aux Portugais pour leur demander d'ouvrir des négociations avec le PAIGC[29]. Le gouvernement portugais n'ayant pas répondu à cette première missive, reçut une deuxième co-signée par le président sénégalais et Amilcar Cabral[30].

Les Portugais n'accédèrent pas non plus à cette dernière demande. En réalité, Senghor ne voulait pas d'une lutte armée qui risquait de déborder sur le Sénégal compte tenu des solidarités transteritoriales et transethniques qui caractérisent les deux pays. Déjà de nombreux Bissau-guinéens vivant au Sénégal voyaient se mettre en place un processus de construction nationale qu'ils auraient souhaité reproduire.

Devant l'immobilisme de l'État colonial portugais, le poids de la pression fiscale sur les populations et les réquisitions du riz paddy destiné à la métropole, le PAIGC après avoir mobilisé une bonne frange de la petite bourgeoisie urbaine de Bissau, Bafata et Bolama, mais aussi et surtout les masses rurales, dut se résoudre à la lutte armée après l'appel lancé en ce sens par Cabral à partir de Ziguinchor en 1963[31].

Au fond, l'indépendance de la Guinée Conakry et du Sénégal ont donc

[29] Général Fodé Gassama, ancien chef d'État-major des armées de Guinée-Bissau, lors de l'entretien 12 septembre 2021 à Bissau, Bario militar

[30] *Idem*

[31] Francesca Lucas Preira, ancienne ministre de l'intérieur de la Guinée-Bissau sous le magistère du président Nino Bernardo Vieira, lors de l'entretien du 16 septembre 2021 à Bissau

eu comme un effet domino sur la Guinée-Bissau. Les deux pays ont ensuite servi de bases-arrière pour les combattants du PAIGC et du FLING.

C'est ce que confirme le General Lansana Mansaly lorsqu'il affirme que dans la stratégie de la guérilla, le PAIGC était tenu d'avoir des points passifs au centre du pays, mais des points actifs le long de la frontière[32]. Les soutiens de la Guinée Conakry et du Sénégal étaient indispensables à la conduite des opérations militaires du PAIGC qui disposait d'un siège à Conakry et d'un autre à Ziguinchor.

CONCLUSION

La colonisation portugaise en Guinée ne s'est pas faite sans difficultés. Elle a rencontré de fortes résistances de la part des peuples locaux repartis entre le continent et les iles bijagos. Entamée au lendemain de la traite esclavagiste clandestine en territoire mandingue, l'occupation de la Guinée ne fut effective qu'entre 1936 et 1960 ; elle ne connut donc que vingt-quatre années de répit.

Redoutant la révolte des peuples locaux, les Portugais ont préféré asseoir un système d'administration ségrégationniste et répressif.

Le caractère abusif dudit système a créé les conditions d'un ressentiment des populations locales à partir des années 1950 avec l'émergence de plusieurs partis et mouvements politiques qui ont entretenu un nationalisme paroxysé par l'effet domino de l'émancipation politique devenue irréversible au Sénégal et en Guinée française dès 1946, mais davantage après le referendum d'autodétermination de 1958 en Afrique Occidentale française (AOF).

[32] Général Lansana Mansaly, lors de l'entretien du 13 septembre 2021 à Bissau.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

SOURCES ORALES

Nom	**Prénoms**	**Fonction**	**Date de l'entretien**	**Lieu de l'entretien**
Biaï	Iaia	Chercheur à l'Instituto de Estudos e Pesquisa (INEP)	13 juin 2026	Ziguinchor
Gassama	Fode	Général, ancien chef d'État-major des armées de Guinée-Bissau	12 septembre 2021 à Bissau	Bissau, Bario militar
Gomes	Anna Maria	ancienne combattante du PAIGC	14 septembre 2021	Bissau
Gomes	Teodoria Inacia	membre fondatrice de l'UDEMU, ancienne présidente de l'Assemblée nationale et ancienne vice-présidente de la Guinée-Bissau sous Nino Bernardo Vieira	16 septembre 2021	Bissau au siège du PAIGC
Mansaly	Lansana	General, ancien combattant du PAIGC	13 septembre 2021	Bissau
Preira	Francesca Lucas	Ancienne ministre de l'intérieur de la Guinée-Bissau sous le magistère du président Nino Bernardo Vieira	16 septembre 2021	Bissau
Sambu	Abdu	Ancien combattant du PAIGC, transporteur de munitions et d'armes vers Kundara	13 septembre 2021	Bissau (Bario militar)
Santos	Manuel	Compagnon de lutte d'Amilcar Cabral, membre du gouvernement de Luis Cabral	15 septembre 2019	Bissau
Touré	Papis Mariama Sadio	ancien combattant du PAIGC et assistant de recherche à l'Instituto de Estudos e Pesquisa (INEP)	12 décembre 2025	Ziguinchor

ARCHIVES

- INEP, CABRAL Amilcar, « Situation de la lutte du PAIGC en janvier 1973, rapport à l'intention de l'OUA ». Document diffusé par les Services d'information du PAIGC, 7 janvier 1974, 21 p.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDREINI Jean-Claude et LAMBERT Marie-Claude, 1978, *La Guinée-Bissau d'Amilcar Cabral à la reconstruction nationale*, Paris, l'Harmattan, 213 p.
- CAHEN Michel, 1995, « Une Afrique lusophone libérale ? », *Lusotopie* [En ligne], II | mis en ligne le 01 décembre 2011, consulté le 07 décembre 2023. URL :http://journals.openedition.org/lusotopie/93;DOI : https://doi.org/10.4000/lusotopie.93
- CARDOSO Carlos, 1996, « Classe política e transição democrática na Guiné-Bissau », *in* F. Koudawo et P. K. Mendy (dir.), *Pluralismo político na Guiné-Bissau*, Bissau, INEP, pp. 135-164.
- CERDEIRA DE JESUS Pedro Manuel, 2018, « Reconstruire le quotidien administratif à Cacheu (Guinée- Bissau) à la fin des années 1950 ». In: *Vingtième siècle, revue d'histoire*, vol. 140, n° 4, p. 69–81. doi: 10.3917/ving.140.0069
- COLIN Roland, 2012, « La pensée et la pratique sociale et politique d'Amilcar Cabral sur les chemins de l'histoire », *Présence Africaine*, Nouvelle série, No. 185/186 p. 100.
- CORMIER-SALHEM Marie-Christien, 1999, *Rivières du Sud, sociétés et mangroves ouest-africaines*, Paris, IRD, 426 p.
- DAVIDSON Basil, 1969, *Révolution en Afrique; la libération de la Guinée portugaise*, Paris, Seuil, 184 p.
- DE ARRIAGA Kaulza, 1966, *Lições estratégicas de cursos de comando de alto nível*, *Instituto des Altos Estudos Militar*, vol. XII, Lisboa, 104 p.
- International Crisis Group, 2008, « Guinée-Bissau: besoin d'État », Rapport Afrique, No 142, 34 p.
- KEESE Alexander, 2012, «Managing the Prospect of Famine: Cape Verdean Officials, Subsistence Emergencies, and the Change of Elite Attitudes During Portugal's Late Colonial Phase, 1939-1961», *Itinerario*, 36(1), p. 39-70.
- LOPES Carlos, « Amilcar Cabral, recueil de textes introduit par Carlos Lopes », Genève, La Découverte, 2013, 95 p.
- MANGA Mohamed Lamine, 2020, *Gouvernance et luttes d'influences politiques au Sénégal*, 1960-2000, Paris, Hermann, 204 p.
- MENDY Peter Michael Karibe, 1994, *Colonialismo português em Africa: a tradição de resistência na Guiné-Bissau (1879-1959)* /, Bissau, *Intituto nacional de estudos e pesquisa*, 455 p.
- PERVILLE Guy, 1985, « La révolution algérienne et la « guerre froide » (1954-1962), *Études internationales*, 16(1), 55–66. https://doi.org/10.7202/701794ar
- REGNAULT Jean-Marc, 2017, « Le référendum du 28 septembre 1958 Outre-Mer : destins de ceux qui ont soutenu le NON », *Revue d'histoire diplomatique*. ⟨hal-05100139⟩
- RUDEBECK Lars, 1974, *Guinea-Bissau. A study of political mobilization* (Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 288 p.

Numéro 22 Septembre 2026
Histoire et Analyses des Relations Internationales
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

e.ISSN 2709-5053 i.ISSN 3106-4914

HARIS N°22 Septembre 2026